

Aff N°: 1649927

N° chrono: 7

Date: 19/04/18

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

EXTENSION ET MISE EN ACCESSIBILITE DU COSEC WINTZENHEIM (68)

MAITRE D'OUVRAGE

SIVOM
3 RUE ALOYSE MEYER
68920 WINTZENHEIM



apave

mission de confiance

Maître d'ouvrage délégué

ADAUHR
16 a Avenue de la Liberté
BP 60467
68020 COLMAR CEDEX
France

Maître d'oeuvre

KAUFFMANN & WASSMER ARCHITECTES
52 rue du Prunier
68000 COLMAR
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE ALSACIENNE SAS - Mulhouse
SCHMITT MURIEL
2 rue Thiers
B.P. 1347
68056 MULHOUSE CEDEX

PHASE DE REALISATION

APAVE ALSACIENNE SAS - Mulhouse
SCHMITT MURIEL
2 rue Thiers
B.P. 1347
68056 MULHOUSE CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	19/04/18	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	7
2	Aucun	19/04/18	Nouvelle rédaction du PGC :	7

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	15
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	16
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	16
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	19
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	20
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	21
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	22
3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	23
3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	24
3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	25
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	32
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	32
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	33
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	33

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	34
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	34
7. ANNEXES	35
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	35
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	40
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	40
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	40
7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	40
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	40

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

EXTENSION ET MISE EN ACCESSIBILITE DU COSEC - WINTZENHEIM (68)

Descriptif de l'opération :

L'opération consiste en la restructuration et mise en accessibilité du COSEC de Wintzenheim et la construction d'une extension.

Calendrier :

Date début des travaux : septembre 2018

Durée totale des travaux : 18 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Les travaux se dérouleront en 2 phases :

- travaux dans l'existant : réalisés en l'absence d'activité dans l'établissement : vacances scolaires ou après construction de l'extension, pour une durée de 7 mois
- construction de l'extension pour une durée de 10 mois.

Le diagnostic amiante avant travaux n'a pas été transmis pour la rédaction du PGC.

En cas de présence d'amiante révélée par ce diagnostic, une opération de désamiantage sera réalisée avant les travaux dans l'existant.

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
8	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le Maître d'Ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'Ouvrage ou à l'Assistance de la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération (Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés, bureau de contrôle, les coordonnateurs SPS de l'opération) - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), OPPBTP, médecins du travail des entreprises - Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
41	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

42	Déclaration de sous-traitants Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.2 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Avant interv.
46	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Itinéraire d'accès - Fléchage Accès au chantier depuis la rue Aloyse Meyer.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
47	Dispositions particulières à l'opération Les accès au chantier devront impérativement rester fermés. Une partie des travaux se déroule dans un bâtiment existant en exploitation (bureaux du SIVOM). Des dispositions particulières seront prises pour éviter tout risque de coactivité (planification, utilisation de l'ascenseur lors des travaux de marquage dans les escaliers, balisage, signalisation...) Une protection physique sera à mettre en place par le lot PLATERIE lors de la création de l'ouverture entre l'existant et le nouveau bureau. Elle sera maintenue jusqu'à réception de ce dernier. Les travaux dans le gymnase se dérouleront en l'absence d'activité (durant les vacances scolaires ou après construction de l'extension).	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
18	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale Un plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations de chantier sera établi et mis à jour autant de fois que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace dédié au chantier.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Durée chantier

43	<u>Projet de plan d'installation de chantier</u> Un projet de plan d'installation sera présenté au Maître d'Oeuvre en période de préparation. Celui ci comprendra à minima : L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. La zone d'implantation des grues. Les zones interdites au survol de charges. Les zones de stockage. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, etc.).	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
24	<u>Panneau de chantier</u> Pose d'un panneau de chantier réglementaire et selon les prescriptions du CCAG.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES		Ph. préparation
45	CLOTURE DE CHANTIER Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
44	Caractéristiques générales Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie : <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...) et d'un portillon pour les piétons. d'un ensemble de colliers ou de brides de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de contreventements suffisants de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
4	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT Un itinéraire d'accès au chantier précis sera arrêté après concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le coordonnateur S.P.S pendant la phase préparatoire. Cet itinéraire sera précisé sur le plan d'installation de chantier. Chaque entreprise informera ses salariés du plan de circulation à l'intérieur du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation

25	AIRES DE CHANTIER <u>Stockage, magasins</u> Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage. Chaque entreprise intervenante installera ces propres bureaux et conteneurs matériels. Les locaux destinés au stockage du matériel seront installés dans une zone distincte des locaux du personnel et ne pourront contenir des produits inflammables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
49	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Branchements provisoires Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'œuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
35	PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES Branchements <u>Electricité (réseau intérieur)</u> <ul style="list-style-type: none"> Aucun point ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les alimentations électriques des différents postes décrits ci-dessus se feront obligatoirement en aérien, aucun câblage ne sera posé au sol pour éviter les risques important de chute. 	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Ph. préparation
6	<u>Eclairage des circulations</u> Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS) 25V, ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Ph. préparation
48	<u>Eclairage des postes de travail</u> L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante. Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml. Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720. Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima. Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008. Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

15	<u>eau (réseau intérieur y compris son évacuation)</u> Un point d'eau sera mis à disposition par zone de travaux.	SANITAIRE - ASSAINISSEME		Ph. préparation
29	ZONE DE CANTONNEMENT Installations communes de vie collective Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier . La mise en place et l'entretien des locaux mis à disposition sera réalisée par lot gros oeuvre <u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. <u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur. Il sera nettoyé quotidiennement. Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. <u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail), nettoyés et désinfectés quotidiennement.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
51		GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50		GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
32		GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Compte prorata Toutes entrep.	Durée chantier
52		GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
60	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.	Compte prorata		Durée chantier
61	DEPENSES D'EXPLOITATION Nettoyage des installations En cas de défaillance de certaines entreprises, un nettoyage du chantier pourra être réalisé à la demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre, par société extérieure au chantier. Cette prestation sera imputée au compte prorata.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Compte prorata	Durée chantier
62	NETTOYAGE DU CHANTIER Nettoyage de fin de chantier Le nettoyage de fin de chantier sera réalisé par le lot PEINTURES.	PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES		Après interv.

38	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
54	Circulations verticales et élévation de personnes Il n'est pas prévu la mise en place d'échafaudage commun. Chaque entreprise précisera dans son PPSPS les moyens de travail envisagés pour la réalisation de ses travaux en hauteur.	Entrep. concernée	Coord.SPS Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
53	Protections collectives contre les chutes Chaque entreprise mettra en place les protections collectives préalablement, et suite, à l'exécution de ses travaux. Ces protections seront conformes devront impérativement restées en place jusqu'à disparition du risque. Les modes opératoires de pose et dépose seront validés par le Maître d'Oeuvre.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
16	Manutention Levage <u>Recettes à matériaux</u> Les points de "recette" du matériel et des matériaux en étage seront proposés par les entrepreneurs et soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du coordonnateur SPS. Les zones devront être équipées en permanence des protections collectives adaptées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
27	<u>Appareils de levage</u> Après les travaux du gros-oeuvre et suite au retrait de sa grue, pour la suite des travaux les moyens de manutention verticale , grue automotrice ou autres sont à la charge de chaque entreprise. Des conventions seront à établir en cas d'utilisation de la grue du gros oeuvre. L'introduction sur le chantier d'un engin mobile de levage ne sera autorisée , qu'après étude des interférences avec les autres engins de levage déjà en place avec la Maîtrise d'oeuvre et le SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
36	SOL ET SOUS-SOL Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
26	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DR et DICT Dispositions particulières à l'opération <u>Réseaux enterrés existants</u> Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition des entreprises le plan des réseaux existants à l'intérieur du site.	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.

55	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT D.T. Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	Maître d'ouvrage		Avant interv.
56	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
57	RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.	Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent
58	Demande de mise hors tension Les consignations des réseaux seront impérativement réalisées avant le démarrage des travaux. Le réseau gaz existant sera supprimé par Vialis. Une attestation de consignation sera remise au Maître d'Oeuvre et au coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent
96	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de la circulation automobile ou de zones fréquentées par des piétons doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions du code de la route, au règlement de voirie applicable au lieu du chantier, au dispositions réglementaires applicables à la signalisation routière , aux dispositions du code du travail. Elles devront être soumises aux services gestionnaires de la voirie et conformes à leurs demandes. Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat. Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

31	Circulation routière <u>signalisation du chantier</u> L'entreprise mettra en place la signalisation temporaire routière adaptée et nécessaire à l'avertissement du chantier et de son activité, conformément au guide SETRA voirie urbaine, pour la durée de son intervention et du chantier et comprendra tous les panneaux nécessaires à la sécurité des usagers de la route, du personnel du chantier. Celle-ci sera conforme à l'arrêté de voirie établi par la Commune. Cette signalisation restera en place durant toute la durée des travaux.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation
59	Circulation piétonne Des riverains et des usagers seront amenés à se déplacer à pied sur et aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
73 	AMIANTE Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires <u>Attention</u> : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage pour la rédaction de ce document (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale, ou repérage avant travaux, lié aux travaux envisagés au titre de la présente opération). En cas de présence de matériaux contenant de l'amiante dans les zones concernées par les travaux, un désamiantage aura lieu avant l'intervention des différents lots.	Maître d'ouvrage		Avant interv.

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
63	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
23	Plan de circulation Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. Ce plan de circulation sera soumis , pour avis au Maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS avant le commencement des travaux.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
33	Interférences <u>Avec les piétons</u> Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules, particulièrement à proximité et à la sortie du cantonnement.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Ph. préparation
64	Plateforme de circulation pour nacelles La bande de circulation périphérique pour les nacelles sera en enrobés. Le decroutage d'enrobés se fera sur 1m après la façade. Lors du remblai, l'entreprise s'assurera de l'absence de dénivelé et d'un compactage suffisant.	TERRASSEMEI - VRD - AMENAGEMENT EXTERIEURS	TERRASSEMEI - VRD - AMENAGEMENT EXTERIEURS	Avt arriv. Ent
	CIRCULATION DES PIETONS			
22	Les circulations piétonnes ne devront pas, autant que possible, interférer avec la circulation des véhicules et des engins. Les cheminements seront signalés, éclairés et balisés. Des protections seront mises en place au niveau des dallages, planchers, regards, caniveaux trémies et réservations diverses.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation
	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES			
9	Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles seront dimensionnées, protégées et équipées de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur (garde -corps sur toute la longueur de la passerelle). Retrait des passerelles uniquement lorsque le risque de chute a été éliminé (comblement de la tranchée)	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

<p>65</p> 	<p>Toiture terrasse</p> <p>Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées, à l'avancement, pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Ces protections seront mises en place par le lot Gros OEuvre (toiture basse), par le lot Charpente (extension + bureau), puis par le lot Etanchéité pour ses propres travaux. Ces équipements seront conservés pour les lots techniques et jusqu'à la réception des travaux en toiture, par le Maître d'oeuvre. Ils ne seront déposés qu'après validation du Maître d'Oeuvre.</p> <p>En aucun cas les contraintes d'étanchéité des rives (pose des couvertines) ne devront interférer dans le maintien de ces protections collectives.</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
<p>21</p>	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur, doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles.</p> <p>L'utilisation des escaliers permet de sécuriser les déplacements, limite les risques de chute de hauteur, facilite les petites manutentions manuelles (outillage individuel, éléments de faible dimension,...).</p> <p>Elle doit donc être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers, qu'ils soient définitifs ou provisoires, préfabriqués ou coulés en place, en béton, en bois ou métalliques, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsqu'une protection des escaliers définitifs est posée, afin de les préserver de toute dégradation durant les travaux, celle-ci doit être fixée, non glissante, entretenue et remplacée si besoin en cours de chantier, afin d'éviter tout risque d'entravement et de chute lors de la circulation.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.</p> <p>Cette recommandation mentionne les mesures de prévention à mettre en oeuvre, notamment les vérifications réglementaires obligatoires de sécurité, avant mise en service, quotidiennes et trimestrielles, et donne les outils nécessaires à l'élaboration d'un cahier des charges d'un lot échafaudage, ainsi qu'un canevas de procès-verbal de réception de ces équipements.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>

30	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES, ESCABEAUX, MARCHEPIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, marchepieds peuvent être utilisés comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le Code du Travail.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel et limité à des charges légères et peu encombrantes. Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément.</p> <p>Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle ou un escabeau (outils portatifs, caisse à outils, pièces ou matériaux quelconques,...).</p> <p>La mise en place d'escaliers, de plateformes individuelles roulantes (P.I.R ou P.I.R.L), convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention. Elle doit être préférée à la mise en oeuvre d'autres moyens de circulation sur le chantier tel que les échelles.</p> <p>Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme <u>poste de travail</u>.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES				
10	<p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p><u>Mesures générales</u></p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité.</p> <p>L'entreprise qui génère un risque doit mettre en oeuvre les protections collectives pour éviter ce risque et en assume l'entretien et la conservation jusqu'à la mise en place de l'équipement ou la protection définitive.</p> <p>Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs suivants, qui permettent de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention (P.G.P):</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage (allège, relevé de bardage, garde-corps définitif, barraudage en sous face des ouvrants en toiture, etc ...) sera préférée, dans toute la mesure du possible, à l'installation de protections provisoires de chantier. l'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en oeuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. les protections collectives ne doivent pas s'opposer ou gêner la réalisation des travaux des autres intervenants. les protections collectives doivent rester en place tant que le risque subsiste, même après le départ de l'entreprise génératrice du risque l'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger. cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsqu'elles s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. la maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par l'entreprise qui les a installées. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
14	<p>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour qu'à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes.</p> <p>Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des équipements de travail eux-mêmes.</p> <p>Les appareils, accessoires de manutention doivent être conformes à la réglementation et aux normes.</p> <p><u>Equipements concernés</u> : Tous engins de chantier, les grues sur véhicule porteur, les chariots élévateurs à conducteur porté, les appareils mus à bras (palans, tire-fort, crics, vérins,), les engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage, les nacelles élévatrices mues par une autre énergie que la force humaine, les monte-matériaux (treuils, trans-palettes, palans avec point d'ancrage- adaptés, etc).</p> <p>Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charge non guidées, une procédure doit être établie et appliquée pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention, si le recours à la manutention manuelle de charges est inévitable, il est procédé avec l'aide du médecin du travail, à une évaluation préalable des risques, et à une organisation des postes de travail. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
66	APPROVISIONNEMENTS Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : <ul style="list-style-type: none"> • La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches • Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... • Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
67	STOCKAGES Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
68	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

69	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
70	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
13	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des personnes intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'oeuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Le coût de l'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également mis à la charge de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
71	UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
72	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	Toutes entrep.	ELECTRICITE	Durée chantier

3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
75	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Règles générales Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

74	<p>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... <p>Utilisation de la grue</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
76	<p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition - la durée du prêt les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.

3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
78	<p>RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES</p> <p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p>Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'œuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


77	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES Découverte d'amiante en cours de travaux En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordinateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
79	RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX Avant tout travaux l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
80	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle : <ul style="list-style-type: none"> • de terre rapportée sur la zone de ses travaux • de réseaux ou canalisations enterrés • des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
81	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empiétement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Durée chantier

82	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
83	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
84	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
85	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

86	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
87	UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
88	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail. Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES				
89	<p>Règles générales</p> <p>"La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS." 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
17	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure ou par point chaud sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. • Fournir les équipements spécifiques. • Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. • Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. • S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). • Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur et conformément à la notice du fabricant. • Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation • Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

40	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
37	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR La protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier. La prévention des risques de chute de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; - Une main courante ; - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. Lorsque la mise en oeuvre de garde-corps est impossible, des surfaces de recueil souples peuvent être installées de manière à éviter une chute de plus de 3 m.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
90	Protections périphériques Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms Les protections par filets périphériques seront conformes à la NFP 93-355 et composées: de lisses hautes métalliques tube d'acier galvanisé Ø 30 m/m mini de lisses intermédiaires métalliques tube d'acier galvanisé 30 m/M mini de filets de sécurité mailles de 10 x 10 en état et vérifié Ø 3 m/m mini avec ralingue périphérique Ø 8 m/m une plinthe de butée d'au moins 10 à 15 cm.	ETANCHEITE - ZINGUERIE GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	ETANCHEITE - ZINGUERIE GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	Avant interv.
91	Protection collective en sous face - filets de recueil Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS. Rappel des principales dispositions: <ul style="list-style-type: none"> • Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune. • Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie). • S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple). 	ETANCHEITE - ZINGUERIE	ETANCHEITE - ZINGUERIE	Avant interv.

<p>2</p> 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>Consignes d'utilisation des PEMP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenir à disposition les autorisations de conduite, elles doivent pouvoir être présentées aux organismes de prévention compétents • Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zones à risque de chute d'objet depuis le poste de travail • Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. • Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. • Respect de la recommandation R 386 " utilisation des PEMP • Des nacelles utilisables sur revêtement de sol sportif devront être utilisées pour les travaux en intérieur (une protection au sol sera mise en place par le lot PEINTURES) 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<p>39</p>	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en oeuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle, l'utilisateur doit être formé à l'usage de cet EPI. Il ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé. En outre, l'employeur doit préciser dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en oeuvre de l'EPI ainsi que les modalités de son utilisation.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
<p>92</p>	<p>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
34	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, itinéraires, zones interdites, matérialisation des zones dangereuses, accompagnement, consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.			Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
93	Travaux dans les bureaux du SIVOM Des protections adaptées seront mises en place lors des travaux dans les bureaux du SIVOM (balisage, signalisation...) après validation du Maître d'Oeuvre. Les entreprises le préciseront dans leur PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
94	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurisé à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
95	Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 et le 114 (<u>pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX</u>) à partir d'un téléphone fixe ou mobile. Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention des secours et pour diminuer le délai de leur intervention. Le chantier doit être clairement identifié et ses accès par les secours doivent être repérés et balisés. Si il y a lieu des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier dégagés en permanence et parfaitement circulables doivent être réservés aux secours.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	Secours itinéraire Maintenir en permanence les itinéraires réservés aux secours parfaitement dégagés et circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
19	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) SST effectifs Affecter dans vos effectifs au minimum un Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T) par tranche d'effectif de 20 personnes présentes sur le chantier. Affecter sur le site des saveteurs secouristes en nombre suffisant (au moins un par équipe de travail). Fournir à chacun de ces SST le matériel pour les soins de première urgence défini en collaboration avec votre médecin du travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
20	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : - de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. - de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
28	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "nom.prénom" correspond au nom et au prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
12	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
3	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	SIVOM 3 RUE ALOYSE MEYER 68920 WINTZENHEIM France		0389272540 0389273363 secretariat@sivom-wintzenheim.fr
Maître d'ouvrage personne physique	SIVOM DE WINTZENHEIM 3 rue Aloyse MEYER 68920 WINTZENHEIM France	M. BACHERT S.	0389272540 0389273363 sven.bachert@orange.fr
Maître d'ouvrage délégué	ADAUHR 16 a Avenue de la Liberté BP 60467 68020 COLMAR CEDEX France	Mme LEVE	0389301330 0389301331
Maître d'oeuvre	KAUFFMANN & WASSMER ARCHITECTES 52 rue du Prunier 68000 COLMAR France		0389237842 0389238655 kwarchitectes@wanadoo.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE ALSACIENNE SAS - Mulhouse France	Mme SCHMITT MURIEL	03 89 21 40 90 07 61 03 17 31 muriel.schmitt@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE ALSACIENNE SAS - Mulhouse France	Mme SCHMITT MURIEL	03 89 21 40 90 07 61 03 17 31 muriel.schmitt@apave.com

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE COLMAR 3 rue Fleishhauer 68000 COLMAR France		0368340565 0389418322
CRAM	CARSAT ALSACE MOSELLE COLMAR 11, Avenue de Lattre de Tassigny BP 488 Circonscription du Haut Rhin 68020 COLMAR CEDEX France		0369451007 0389216221
OPPBTP	ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BTP 6 RUE DE LA BREME 67000 STRASBOURG France		0388313600 0388315188

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	TERRASSEMENTS - VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE - DEMOLITIONS REPRISES	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE BOIS	<i>Non désigné</i>							
04	INFILTROMETRIE	<i>Non désigné</i>							
05	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
06	CHAUFFAGE VENTILATION	<i>Non désigné</i>							
07	SANITAIRE - ASSAINISSEMENT	<i>Non désigné</i>							
08	ETANCHEITE - ZINGUERIE	<i>Non désigné</i>							
09	BARDAGE METALLIQUE & TRANSLUCIDE SUR FACADES	<i>Non désigné</i>							
10	MENUISERIE EXTERIEURE ALU - VITRERIE - VOLANTS ROULANTS	<i>Non désigné</i>							
11	MENUISERIE INTERIEURE	<i>Non désigné</i>							
12	PLATERIE - ISOLATION - FAUX PLAFONDS DEMONTABLES	<i>Non désigné</i>							
13	ISOLATION EXTERIEURE	<i>Non désigné</i>							
14	CARRELAGE FAIENCE	<i>Non désigné</i>							

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
15	REVETEMENTS SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
16	PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
17	MUR D'ESCALADE	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- joint au DCE.

7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.